



SEANCE DU BUREAU DU LUNDI 10 SEPTEMBRE 2018

Convocations adressées le mardi 04 septembre 2018

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres en exercice : 25

Etaient présents:

Philippe BRIAND, Christophe BOUCHET, Frédéric AUGIS, Marie-France BEAUFILS, Christian GATARD, Wilfried SCHWARTZ, Cédric DE OLIVEIRA, Jean-Luc GALLIOT, Alexandre CHAS, Bertrand RITOURET, Philippe CLEMOT, Corinne CHAILLEUX, Jacques LE TARNEC, Thibault COULON, Alexandra SCHALK-PETITOT, Aude GOBLET, Patrick DELETANG, Bernard PLAT, Bernard LORIDO, Sébastien MARAIS, Bruno FENET, Patrick CHALON, Jean-Marie METAIS, Christian AVENET.

Absent(s) excusé(s) :

Alain GUILLEMIN a donné pouvoir à Philippe BRIAND.

B_18_09_10_035- ENVIRONNEMENT - PROJET DE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS - AVIS DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE

Monsieur Jean-Luc GALLIOT, vice-président donne lecture du rapport suivant :

La Région Centre Val de Loire s'est engagée dans l'élaboration du plan régional de prévention et de gestion des déchets en 2016 et a présenté lors de la commission consultative du 18 mai dernier un projet de plan qui est soumis pour avis aux autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets.

En préambule, il peut être remarqué que dans le comité de pilotage mis en place pour l'élaboration du plan, les associations étaient largement représentées au détriment des professionnels des activités du déchet et des collectivités territoriales.

Tours Métropole Val de Loire s'est attachée à mettre en application dans la gestion de son service public d'élimination des déchets les préconisations du plan départemental tel qu'il a été approuvé en 2014 à la quasi-unanimité de ses participants dont le Conseil Régional.

Le projet de plan est un document de 480 pages qui comprend un état des lieux de la gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire régional, un rappel du contexte réglementaire, un inventaire des installations de

traitement, une prospective de l'évolution des gisements à 12 ans et une planification d'actions pour gérer les déchets et promouvoir l'économie circulaire.

La note jointe à la délibération présente un tableau récapitulatif des grands objectifs et des actions prévus par le plan régional et les commentaires et réponses de la Métropole au vu des résultats constatés au fur et à mesure de la mise en place de son programme de prévention des déchets et des actions de valorisation locale de ses déchets.

En synthèse, il peut être objecté la déclinaison d'objectifs très ambitieux, voire irréalistes, de réduction des déchets, fixés à moyen terme par le plan dans la mesure où la production de déchets ménagers est liée directement à la consommation des ménages, la production et la mise sur le marché des biens de consommation, autant d'actions sur lesquelles les collectivités, gestionnaires du service public d'élimination des déchets, n'ont aucune maîtrise.

Les solutions de réduction des déchets à la source préconisées par le plan, peuvent être mises en œuvre par certains producteurs mais en aucun cas par tous les usagers.

La collecte des bio-déchets préconisée en porte à porte s'avère peu efficace sur les collectivités qui se sont lancées dans ce dispositif génératrice de problèmes d'odeurs et d'hygiène, très coûteuse et sans garantie d'obtenir un produit homogène en bout de chaîne. De plus, les préconisations de la Loi de transition énergétique de réduction et de valorisation des déchets sont applicables en 2025, voire 2031 pour certains déchets, ce qui laisse du temps aux collectivités d'expérimenter leurs propres solutions en fonction des caractéristiques de leur territoire.

La tarification incitative est peu adaptée à un tissu urbain dense ; elle a peu d'effets sur la production de déchets (on le voit dans le cadre de l'application de la redevance spéciale des gros producteurs) et peut induire des comportements déviants comme le report des déchets sur la poubelle jaune ou en déchèteries, l'émergence de dépôts sauvages ou le brûlage des déchets dans les jardins...En outre, le coût de sa mise en place sur la métropole s'élèverait à 4 millions d'euros selon une étude menée par CALIA Conseil (mise en place des puces sur les bacs et équipement des bennes, mise en place d'un service de recouvrement et de gestion des impayés...) Cette dépense est incompatible avec le dispositif de Cahors et la volonté de l'Etat de limiter les dépenses des collectivités locales.

L'objectif du plan de valoriser les déchets sous forme matière et organique à hauteur de 55 % en 2020, puis à 65 % en 2025 et à 76 % en 2031, est un objectif très ambitieux. Pour information, Tours Métropole Val de Loire valorise ses déchets ménagers à hauteur de 52 % en multipliant toutes les filières de recyclage possibles qui ne sont pas encore utilisées par d'autres collectivités comme le recyclage du polystyrène, du plâtre, des gravats, des bacs à déchets en plastique, les tri et démantèlement des objets encombrants et des bennes tout-venant de déchèteries.... Les autres déchets restants sont difficiles à valoriser car les filières de recyclage sont inexistantes ou les gisements difficiles à capter ou à extraire.

Le projet de plan régional prend en compte la création du centre de tri interdépartemental pour trier les emballages et les journaux-magazines de plus de 900 000 habitants avec les extensions de consignes de tri à tous les emballages plastiques. Mais il ne prend pas en compte la création de l'usine de production d'énergie verte que le Conseil métropolitain a décidée pour valoriser les déchets ménagers résiduels après tri en énergie. Ce projet s'inscrit pourtant pleinement dans le plan départemental d'élimination des déchets et dans le schéma directeur de l'énergie de la métropole qui préconise l'utilisation du biogaz sur les flottes dédiées telles que les bus. Ces 2 grands projets nécessitent un important travail de concertation et d'études préalables pour lesquels Tours Métropole Val de Loire a engagé des sommes importantes. Il est ainsi nécessaire que la Métropole puisse continuer à développer ses projets en toute cohérence dans le temps avec un cadre légal constant qui ne fragilise ni les procédures ni les contrats en cours.

Il est donc proposé au Conseil métropolitain de prendre acte du contenu du projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets et de rendre un avis défavorable sur le contenu de ce plan qui fixe beaucoup d'objectifs ambitieux et parfois contradictoires, sans toutefois donner toute la latitude nécessaire aux collectivités et aux professionnels des déchets pour mettre en place et exploiter leurs outils de valorisation.

Il est demandé au Conseil Régional de reprendre les travaux du plan en réelle concertation avec les territoires et les collectivités compétentes dans le domaine de la gestion des déchets ainsi qu'avec les professionnels du secteur dont les activités évoluent rapidement en fonction des conditions du marché et du contexte réglementaire.

En conséquence, il est proposé au Bureau métropolitain d'adopter la délibération suivante :

Le Bureau métropolitain, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ménagers présenté le 18 mai 2018,

Vu l'avis de la commission politiques environnementales et qualité de vie, en date du 03 septembre 2018,

- **PREND ACTE** du contenu du projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ménagers,
- **EMET UN AVIS DEFAVORABLE** sur le projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets du fait du trop grand nombre d'incohérences relevées dans ses objectifs et de l'impossibilité pour les professionnels et les collectivités compétentes de créer de nouveaux outils de valorisation des déchets ménagers et assimilés,
- **SOUHAITE** la reprise des travaux de la Région avec une véritable concertation avec tous les acteurs du territoire compétents dans la gestion des déchets ménagers et assimilés ,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de Tours Métropole Val de Loire ou son représentant à signer toutes pièces relatives à cette délibération.

Le Bureau Métropolitain adopte à l'unanimité.

**Pour extrait conforme
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services,**

Frédéric BAUDIN-CULLIERE